Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du BP Libraire, veuillez visiter :
bplibraire.fr/annales-sujets-et-corriges

BREVET PROFESSIONNEL

LIBRAIRE

SESSION 2026

SOUS-ÉPREUVE U12 : GESTION COMMERCIALE

Coefficient : 2 Durée : 2 heures

Aucun document ou matériel autorisé en dehors de ceux fournis avec le sujet.

Composition de l'épreuve	Support
PARTIE 1 : Analyse juridique d'un différend contractuel (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 2 : Analyse managériale et stratégique (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 3 : Analyse économique et gestion commerciale (6 points)	Dossier Questionnement
DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES (DT 1, DT 2, DT 3)	Fourni avec le sujet
DOCUMENTS RÉPONSES (DR 1) : À RENDRE AVEC LA COPIE	Fin de sujet

L'usage de calculatrice avec mode examen actif est autorisé. L'usage de calculatrice sans mémoire, « type collège », est autorisé.

Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.
Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

LES DOCUMENTS RÉPONSES SITUÉS EN FIN DE DOSSIER SONT À COMPLÉTER ET À RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE.

DOSSIER SUJET

MISE EN SITUATION PROFESSIONNELLE ET CAHIER DES CHARGES : LIBRAIRIE LES PAGES DU CANAL, SARL SITUÉE À NANTES (LOIRE-ATLANTIQUE)

Vous exercez une fonction de libraire au sein de la SARL Les Pages du Canal, librairie indépendante généraliste implantée à Nantes. L'entreprise emploie 8 salariés et propose une offre de littérature, de jeunesse, de sciences humaines et de bande dessinée, complétée par un service de commandes aux collectivités et de vente à distance.

La librairie souhaite améliorer la gestion de ses achats et de ses stocks tout en préservant la qualité de sa relation avec ses fournisseurs. Elle rencontre un différend avec un diffuseur-distributeur au sujet de retours d'ouvrages invendus. La direction vous demande d'analyser la situation contractuelle, d'établir un diagnostic commercial et stratégique, puis d'exploiter les données de gestion de l'exercice 2025.

Vous répondrez aux trois parties en vous appuyant sur les documents techniques DT 1 à DT 3. Les calculs seront présentés avec leur formule, leur application numérique et leur résultat arrondi à deux décimales lorsque cela est utile. Les montants sont exprimés hors taxes, sauf indication contraire.

PARTIE 1 : Analyse juridique d'un différend contractuel (7 points)

Qualifier les faits et résoudre une situation contractuelle à l'aide du syllogisme juridique

La librairie a conclu avec le diffuseur-distributeur Éditions du Rivage un contrat annuel de fourniture de livres. Les conditions particulières, acceptées par les deux parties le 15 janvier 2025, autorisent le retour des ouvrages en état neuf dans les 90 jours suivant leur livraison, sous réserve d'un accord préalable du fournisseur. Le 10 septembre 2025, la librairie a adressé une demande de retour de 40 exemplaires invendus, reçus le 20 juin 2025. Le fournisseur a donné son accord écrit le 12 septembre. La librairie a expédié les ouvrages le 18 septembre, avec le bordereau de retour convenu. Le fournisseur a réceptionné le colis le 22 septembre, mais n'a pas émis l'avoir annoncé et refuse désormais de créditer les ouvrages, en invoquant leur caractère invendu et l'absence de justification commerciale du retour.

Le prix d'achat des 40 exemplaires est de 480 euros HT. Vous analyserez la situation selon les étapes du syllogisme juridique : qualification juridique des faits, problème de droit, règle applicable et solution motivée.

Éléments factuels utiles à l'analyse juridique

Élément	Donnée
Contrat	Contrat annuel de fourniture signé le 15 janvier 2025
Clause de retour	Retour autorisé sous 90 jours après livraison, avec accord préalable
Livraison des ouvrages	20 juin 2025
Accord écrit du fournisseur	12 septembre 2025
Expédition et réception du retour	18 septembre et 22 septembre 2025
Valeur d'achat HT des ouvrages retournés	480 euros

Données issues du dossier contractuel communiqué par la librairie

1.1 (1 point) Qualifiez juridiquement les parties, le contrat et les faits à l'origine du différend. Précisez la situation juridique des ouvrages retournés. (1 point)

1.2 (1 point) Formulez le problème de droit auquel la librairie est confrontée. (1 point)

1.3 (2 points) Présentez les règles de droit applicables en vous appuyant sur les documents DT 1. Vous distinguerez la force obligatoire du contrat, l'exigence de bonne foi et les conséquences possibles de l'inexécution. (2 points)

1.4 (3 points) Résolvez le litige par un raisonnement juridique complet. Appliquez les règles aux faits, indiquez si le refus du fournisseur paraît justifié au regard des éléments fournis et précisez les démarches que la librairie peut entreprendre. (3 points)

PARTIE 2 : Analyse managériale et stratégique (7 points)

Établir un diagnostic interne et externe et proposer des orientations adaptées

La direction souhaite réduire l'immobilisation financière liée aux ouvrages à faible rotation sans dégrader la disponibilité des titres demandés par la clientèle. Elle envisage de renforcer le suivi des retours, de développer les commandes des collectivités et d'améliorer la vente à distance. Les éléments relatifs à l'entreprise et à son environnement figurent dans le DT 2.

Grille de diagnostic stratégique à compléter

Diagnostic	Éléments à retenir
Forces	.....
Faiblesses	.....
Opportunités	.....
Menaces	.....

S'appuyer sur les données du DT 2 et distinguer les facteurs internes des facteurs externes

2.1 (3 points) Complétez la grille de diagnostic en identifiant au moins une force, une faiblesse, une opportunité et une menace pertinentes pour la librairie. Chaque élément doit être justifié par une donnée du DT 2. (3 points)

2.2 (2 points) À partir du DT 2, réalisez une analyse PESTEL en relevant quatre facteurs d'environnement distincts et en précisant, pour chacun, son effet possible sur l'activité de la librairie. (2 points)

2.3 (2 points) La direction envisage de mettre en place un suivi mensuel des stocks à faible rotation, de formaliser les procédures de retours fournisseurs et de proposer une offre de commandes groupées aux collectivités. Analysez la cohérence de ces choix avec le diagnostic établi, puis formulez deux préconisations opérationnelles et justifiées. (2 points)

PARTIE 3 : Analyse économique et gestion commerciale (6 points)

Exploiter les données de gestion et éclairer une décision commerciale

La direction vous confie l'analyse des principaux indicateurs de l'exercice 2025. Les données figurent dans le DT 3. Pour les calculs de seuil de rentabilité, on considérera que les coûts variables correspondent au coût d'achat des marchandises vendues et que les charges fixes sont constantes sur la période étudiée.

Tableau de calculs de gestion commerciale

Indicateur	Formule ou donnée	Résultat
Marge commerciale	Chiffre d'affaires HT - coût d'achat des marchandises vendues	.....
Taux de marque	Marge commerciale / chiffre d'affaires HT × 100	.....
Rotation du stock	Coût d'achat des marchandises vendues / stock moyen	.....
Seuil de rentabilité en chiffre d'affaires	Charges fixes / taux de marge sur coûts variables	.....

Compléter les résultats et indiquer les formules utilisées sur la copie

3.1 (2 points) Calculez la marge commerciale 2025 et le taux de marque. Présentez les calculs et interprétez brièvement le taux obtenu. (2 points)

3.2 (1,5 point) Calculez la rotation du stock moyen en nombre de fois pour 2025. En déduire la durée moyenne de stockage en jours, sur la base d'une année de 360 jours. Interprétez les résultats au regard de la gestion des stocks. (1,5 point)

3.3 (2,5 points) Calculez le taux de marge sur coûts variables, puis le seuil de rentabilité en chiffre d'affaires. Calculez également la marge de sécurité en euros et concluez sur le niveau d'activité de la librairie en 2025. Arrondissez les résultats à deux décimales. (2,5 points)

DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES

Documents ressources nécessaires à la résolution du sujet

DT 1 : RÈGLES JURIDIQUES APPLICABLES ET ÉLÉMENTS JURISPRUDENTIELS

Code civil, article 1103 : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. »

Code civil, article 1104 : « Les contrats doivent être négociés, formés et exécutés de bonne foi. Cette disposition est d'ordre public. »

Code civil, article 1217 : « La partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, ou l'a été imparfaitement, peut : refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation ; poursuivre l'exécution forcée en nature de l'obligation ; solliciter une réduction du prix ; provoquer la résolution du contrat ; demander réparation des conséquences de l'inexécution. » Les sanctions compatibles peuvent être cumulées et des dommages et intérêts peuvent s'y ajouter.

Cour de cassation, chambre commerciale, 3 novembre 1992, pourvoi n° 90-18.547, arrêt Huard : visa de l'article 1134, alinéa 3, ancien du Code civil, devenu notamment l'article 1104 du Code civil. L'arrêt rappelle que l'exigence de bonne foi dans l'exécution du contrat peut imposer aux parties un comportement loyal et la prise en considération des conditions concrètes d'exécution de leurs engagements. La portée de cette exigence s'apprécie au regard du contrat et des circonstances de l'espèce ; elle ne permet pas, à elle seule, de réécrire les stipulations contractuelles. Cet extrait restitue le principe retenu par la décision.

Application au dossier : les conditions particulières du contrat prévoient une procédure de retour, un délai de 90 jours et un accord préalable. La demande de retour a été faite avant l'expiration du délai. Le fournisseur a donné son accord écrit avant l'expédition, puis a réceptionné les ouvrages. Le dossier ne comporte toutefois pas de clause précisant la date d'émission de l'avoir ni les modalités détaillées de son calcul.

Repères pour le raisonnement juridique

Étape du syllogisme	Éléments attendus
Qualification juridique des faits	Identifier les parties, le contrat de fourniture et l'opération de retour acceptée
Problème de droit	Déterminer les effets de l'accord de retour et les obligations des parties
Règle de droit	Force obligatoire, bonne foi et sanctions de l'inexécution
Solution motivée	Confronter les délais, l'accord écrit, l'expédition et la réception aux stipulations contractuelles

Les textes et faits à mobiliser pour traiter la partie 1

DT 2 : PROFIL DE L'ENTREPRISE ET ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

La SARL Les Pages du Canal est une librairie indépendante généraliste de centre-ville, créée en 2012. Elle emploie 8 salariés. Sa clientèle comprend des particuliers, des établissements scolaires et des associations. L'entreprise met en avant le conseil personnalisé, les rencontres

avec des auteurs et une sélection éditoriale locale. Elle dispose d'un site permettant de consulter le catalogue et de réserver des ouvrages, mais la vente en ligne représente une part limitée de son activité.

Éléments internes : la librairie bénéficie d'une clientèle fidèle et d'une bonne connaissance des fonds proposés. Les commandes sont suivies par un logiciel de gestion commerciale, mais les alertes de stock à faible rotation ne sont pas paramétrées. La procédure de retour varie selon les fournisseurs et les justificatifs sont parfois classés avec retard. Le fonds disponible est large, mais une part du budget d'achat reste immobilisée dans des ouvrages vendus lentement.

Éléments de l'environnement local observés par l'entreprise en 2025 : une médiathèque et plusieurs établissements scolaires situés dans la zone ont exprimé un intérêt pour des commandes groupées et des sélections thématiques ; la fréquentation du centre-ville est soutenue lors des événements culturels, mais plus faible en période estivale ; deux grandes plateformes nationales proposent un vaste catalogue et la livraison rapide ; le coût du transport des commandes fournisseurs a augmenté de 6 % en un an ; les clients consultent de plus en plus les stocks et les disponibilités en ligne avant de se déplacer ; une opération locale de valorisation des commerces de proximité est programmée pour l'année suivante.

Repères PESTEL fournis : **politique**, actions locales de soutien au commerce de proximité ; **économique**, hausse de 6 % du coût du transport fournisseur ; **socioculturel**, intérêt des établissements pour les sélections thématiques et les rencontres ; **technologique**, progression de la consultation des disponibilités en ligne ; **environnemental**, attention croissante portée à la limitation des transports et des retours évitables ; **légal**, respect du prix unique du livre neuf et des conditions contractuelles conclues avec les fournisseurs.

Données de diagnostic interne et externe

Domaine	Donnée disponible
Positionnement	Librairie indépendante généraliste, conseil personnalisé et sélection locale
Ressources commerciales	Clientèle fidèle, événements culturels, logiciel de gestion commerciale
Point de vigilance interne	Alertes de faible rotation non paramétrées et suivi des retours hétérogène
Marché professionnel local	Intérêt d'une médiathèque et d'établissements scolaires pour des commandes groupées
Concurrence	Plateformes nationales proposant un catalogue étendu et une livraison rapide
Évolution des coûts	Hausse de 6 % du coût du transport des commandes fournisseurs
Évolution des usages	Consultation croissante des disponibilités en ligne avant le déplacement
Évolution locale	Opération de valorisation des commerces de proximité programmée l'année suivante

Source : informations de gestion et observations commerciales de la librairie, exercice 2025

DT 3 : TABLEAU DE BORD COMMERCIAL ET DONNÉES FINANCIÈRES 2025

Les données ci-dessous sont extraites du compte de résultat et du suivi des stocks de la librairie pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Les stocks sont évalués au coût d'achat HT. Pour le calcul de la durée moyenne de stockage, retenir une année de 360 jours. Pour le seuil de rentabilité, assimiler le coût d'achat des marchandises vendues aux coûts variables et retenir les charges fixes indiquées.

Données comptables et commerciales de l'exercice 2025

Indicateur	Montant ou valeur
Chiffre d'affaires HT	480 000 euros
Coût d'achat des marchandises vendues	288 000 euros
Stock au 1er janvier 2025	90 000 euros
Stock au 31 décembre 2025	102 000 euros
Charges fixes annuelles	150 000 euros
Durée conventionnelle de l'exercice	360 jours

Montants en euros HT, sauf indication contraire

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 1 : Document réponse à rendre avec la copie : Parties 1, 2 et 3 **À RENDRE AVEC LA COPIE**

Complétez les rubriques ci-dessous. Pour la partie juridique, respectez l'ordre du syllogisme demandé. Pour les calculs, faites apparaître les formules, les applications numériques et les unités. Vous pouvez ajouter toute justification nécessaire sur votre copie.

Grille de réponse structurée

Question	Rubrique à compléter	Réponse du candidat
1.1	Qualification juridique des faits et des parties	.....
1.2	Problème de droit	.....
1.3	Règles de droit applicables	.....
1.4	Solution motivée de l'espèce et démarches possibles	.....
2.1	Forces de l'entreprise	.....
2.1	Faiblesses de l'entreprise	.....
2.1	Opportunités de l'environnement	.....
2.1	Menaces de l'environnement	.....
2.2	Facteur PESTEL et effet possible	.....
2.2	Facteur PESTEL et effet possible	.....
2.2	Facteur PESTEL et effet possible	.....
2.2	Facteur PESTEL et effet possible	.....
3.1	Marge commerciale et taux de marque	.....
3.2	Rotation du stock et durée moyenne de stockage	.....
3.3	Taux de marge sur coûts variables, seuil de rentabilité et marge de sécurité	.....

Compléter les cellules signalées par « ... »

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.